

Voilà, croyons-nous, des réformes palpables, que l'on ne peut pas nier, que nous voyons chaque jour.

La ville a gagné par ces améliorations cent pour cent de sa valeur ; dans certaines places la propriété a plus que doublé, et cependant il y a des grincheux.

Certains individus se plaignent que tout cela coûte trop cher ; ils eussent préféré rester dans les ruelles et les cloaques ; s'entasser dans les boîtes à sardines ; laisser inonder chaque année Griffintown, pourvu qu'on n'ait pas touché à la taxe.

“ Nous sommes les propriétaires, disent-ils, c'est nous qui payons toutes ces extravagances ”.

Car, pour des propriétaires de ce genre, ce sont des extravagances que de fournir aux enfants le grand air, aux ouvriers le moyen de circuler proprement dans la ville et de gagner plus facilement ce pauvre salaire, qui finalement retourne au propriétaire.

Car, il ne faut pas croire que c'est le propriétaire qui paye ; c'est bien celui qui n'est pas propriétaire qui est obligé de combler le vide dans le revenu du rentier ; soyez sûr que celui-ci s'arrange toujours pour ne pas altérer son chiffre de revenu, et si quelqu'un doit combler la balance, c'est le prolétaire.

Les magnats de la rue Sherbrooke, qui se plaignent de payer quelques piastres de plus, savent un moyen plus rapide de se rembourser : ils diminuent de quelques cents les salaires des ouvriers à la sueur desquels ils ont gagné leurs châteaux.

En résumé, la propriété foncière à Montréal, comme dans toutes les cités, est improductive : c'est donc le travail qui paye les taxes.

De quel droit donc ces propriétaires viennent-ils imposer leur volonté et jeter dans la balance le poids de leurs titres au cadastre ?

Les ouvriers, les citoyens sont d'accord avec MM. Hurteau et Préfontaine. Ils sont en faveur de toutes les améliorations possibles, pour tous les travaux qu'on pourra exécuter pour embellir, assainir et agrandir notre ville.

La gare de l'Est, le percement de la côte St-Lambert, l'élargissement de la rue St-Antoine

sont des travaux qui s'imposent et qui se feront tôt ou tard.

Pourquoi ne pas les exécuter de suite, pour que nous en profitions, au moins ?

“ Vous allez mettre la ville en banqueroute ”, disent les timorés ou les retardataires.

A quoi bon s'arrêter à pareilles sornettes ?

La cité de Montréal doit vingt-quatre millions.

Ses propriétés, modestement évaluées, représentent plus de trente millions.

Est-ce la banqueroute, cela ? Le revenu de l'aqueduc seul, qui est de \$500,000, paie l'intérêt de la moitié de notre dette.

Le Parc de la Montagne, à la dernière extrémité, pourrait à lui seul payer toute notre dette.

Et c'est dans ces conditions qu'on veut arrêter tous les travaux ; qu'on jette le blâme et l'insulte sur ceux qui ont à cœur de faire prospérer la métropole du Canada.

N'est-ce pas vraiment infâme ? Les milliers et les milliers de personnes qui sont anxieuses de voir travailler à l'embellissement de Montréal sont tenues en échec par quelques vieillards ramollis, ou quelques richards repus, et la majorité est obligée de se soumettre à cette combinaison catharreuse.

Il faut mettre un terme à cela.

On conçoit parfaitement que quelques vieux infirmes, rendus à la dernière étape de la vie, s'effrayent à la pensée de voir emprunter encore maintenant, et se demandent en tremblant comment on paiera.

Pour eux le terme est si rapproché qu'ils en voient avec terreur l'échéance arriver avec celle de leur carrière achevée.

Et c'est à ces hommes qu'on laisse le soin de décider des choses qui intéressent la jeunesse et l'avenir.

Ce n'est pas ainsi qu'on fait une nation progressive.

La jeunesse emprunte, elle, d'un cœur léger, car elle a pour elle l'avenir, et le terme est long pour grandir, s'enrichir et prospérer.

Laisser gouverner le sort de Montréal par la vieillesse de 1830, c'est une folie ; la géné-